



**Appel du Comité national fédéral des 11 et 12 septembre**

## **Une première journée de grève et de mobilisation réussie !**

La journée du 10 septembre a marqué une mobilisation massive à travers tout le pays. À Amiens (4 000), Angers (5 000), Toulouse (30 000), Marseille (80 000), Lille (40 000), Paris (plus de 100 000), Saint-Étienne (6 800), Besançon (10 000), La Rochelle (2 000)... des milliers d'agents territoriaux, de salarié-es et de citoyen-nés se sont mobilisé-es pour affirmer leur rejet du budget de guerre.

Ce succès s'est aussi mesuré par un nombre record de préavis de grève remontés à la permanence de la Fédération des Services publics : plus de 50 % des Commissions Syndicales Départementales (CSD) ont déposé un préavis, souvent valable jusqu'à la fin du mois de septembre. Plusieurs dizaines de syndicats ont intégré leur propre cahier revendicatif local, créant ainsi les conditions de réelles avancées locales.

Dans la petite enfance, l'animation, les écoles, les bibliothèques : partout, des taux de grévistes significatifs ont été constatés. Le 10 septembre, les territoriaux ont pleinement pris part à cette première mobilisation réussie.

### **Une mobilisation qui ouvre une dynamique**

Les débats du CNF ont confirmé que cette journée n'est pas une fin en soi, **mais une étape dans la construction d'un rapport de force** à même d'en finir avec cette politique. Il nous faut maintenant **renforcer ce mouvement dans nos collectivités** et établissements publics, en organisant partout des discussions avec les agent-es, les salarié-es du privé comme du public, pour convaincre de la nécessité de **faire grève et de participer aux mobilisations interprofessionnelles et intersyndicales, notamment celle du 18 septembre.**

### **Nos revendications restent claires et urgentes**

- **Abrogation de la loi de Transformation de la Fonction publique**, qui attaque le statut, le temps de travail et les carrières.
- **Abrogation de la réforme des retraites.**
- **Dégel du point d'indice et augmentation immédiate à 6 euros.**
- **Un véritable plan pour les services publics, pour l'emploi, les salaires et la justice sociale.**

Nous le disons clairement : la satisfaction de ces revendications passe **par un mouvement social de classe, large, massif, face aux politiques actuelles comme aux précédentes.**

### **Lutter contre les discours mensongers**

Le Rassemblement National, avec son imposture sociale et économique, doit être démasqué. Il tente de détourner la colère sociale, **mais la réalité est simple : « Nicolas paye », mais Jawad et Sonia aussi. Le patronat ne fait aucune distinction quand il s'agit de nous exploiter.**

Nous devons combattre les idées toxiques relayées par la fachosphère : **NON, l'administration de l'État et les services publics ne sont pas "obèses"**<sup>1</sup>.

**C'est le patronat qui l'est, avec 211 milliards d'euros d'aides publiques sans contrepartie.**

### **Agir ensemble, partout**

Nos participations aux assemblées, aux initiatives citoyennes, sont essentielles. Ce sont autant **d'espaces d'éducation populaire** pour faire connaître nos analyses, nos revendications, notre projet de société.

Peu importe le gouvernement, peu importe le Premier ministre, tant que Macron ne nous proposera que des politiques d'austérité pour financer l'économie de guerre.

**Ce que nous exigeons, c'est un changement radical de politique, en faveur de la justice sociale, des services publics, de l'emploi, des salaires et de la paix.**

### **Construisons la suite**

Le Conseil National de la Fédération CGT des Services Publics appelle l'ensemble de ses syndicats à :

- **Organiser des assemblées générales et des heures d'information avec les agent-es et salarié-es.**
- **Discuter de la situation actuelle et de nos revendications.**
- **Préparer la grève, le blocage des services publics et la mobilisation du 18 septembre.**
- **Réfléchir collectivement aux suites du mouvement.**

**Ensemble, renforçons le rapport de force !**

**Pour nos droits, nos salaires, nos services publics !**

<sup>1</sup> Selon l'expression du député RN Christophe Bentz, reprise par la fachosphère